

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## CEEAC : Ali Bongo Ondimba de nouveau à la présidence !

**KINSHASA**, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), a réuni, samedi dernier, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) à l'occasion de la 22e session ordinaire. Au cours de celle-ci, le président gabonais a succédé à son homologue congolais, Félix Tshisekedi Tshilombo. Il prend le leadership d'une organisation qu'il connaît bien pour y avoir occupé les mêmes fonctions de 2016 à 2020.

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

LES dirigeants de la sous-région de l'Afrique centrale se sont retrouvés samedi dernier à Kinshasa en RDC. Ali Bongo Ondimba et ses pairs participaient à la 22e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Un conclave qui a vu le numéro un gabonais être porté à la présidence de l'entité communautaire pour une durée d'un an. D'entrée, comme l'exigent les statuts, le président de la République a reçu, de son prédécesseur, Félix Tshisekedi Tshilombo, le drapeau de la CEEAC, avant son discours d'acceptation. Tout en fixant le cap de son mandat, il a interpellé ses pairs sur les dangers qui menacent l'équilibre régional. Il a dit penser notamment aux effets de changement climatique et aux menaces sécuritaires dans le Golfe de Guinée, au Sahel, dans le bassin du lac Tchad et à l'est de la République démocratique du Congo. Toutefois, en dépit de ce contexte difficile, "j'ai véritablement foi en la capacité de notre institution commune à relever, comme il l'a toujours fait, tous les défis auxquels il a été confronté"



Photo: DR

Passage de flambeau entre le nouveau président de la CEEAC, Ali Bongo Ondimba, et le sortant, Félix Tshisekedi Tshilombo.

, a rassuré Ali Bongo Ondimba. Et de poursuivre : "Qu'il s'agisse des forêts tropicales équatoriales ou des écosystèmes du Sahel avec sa grande muraille verte, nous faisons partie de la solution aux changements climatiques", a-t-il déclaré, optimiste. De ce fait, il a appelé ses homologues à agir de manière collective avec "détermination" et "solidarité" pour "nous approprier des dossiers de

notre espace régional." Avant de prendre l'engagement que "tout au long de mon mandat de président de la CEEAC j'entends porter une attention toute particulière au chantier de financement de notre organisation communautaire". C'est dire que la question importante de donner un certain dynamisme à cette entité communautaire faisant face à des difficultés récurrentes

de finances devra être l'un des chevaux de bataille de son nouveau président en exercice. À noter que le Gabon, historiquement, est lié à la CEEAC dans ses fondements. Créée en 1983 à Libreville, elle est l'émanation de la volonté forte politique d'intégration des pays de la région d'Afrique centrale, portée à l'époque, par feu Omar Bongo Ondimba. C'est donc autour de

cette ambition fédératrice que 11 pays s'étaient retrouvés pour mettre en place cette organisation dont le siège est dans la capitale gabonaise. Angola, Burundi, Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe et Tchad en sont les pays membres. Même si ses missions ont évolué, en fonction des enjeux mondiaux, il n'en demeure pas moins que, pour l'essentiel, il s'agit toujours de développer les capacités de maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité, conditions essentielles du développement économique et social ; de développer l'intégration physique, économique et monétaire entre autres.

À la clôture des retrouvailles de la capitale congolaise, les chefs d'État et de gouvernement se sont donné rendez-vous à Libreville au Gabon, à la même période, l'année prochaine pour un nouveau sommet.

## Les enjeux maritimes

J.O.  
Libreville/Gabon

La sécurisation maritime a également fait l'objet des discussions à Kinshasa. Les chefs d'État ont tenu la première conférence maritime de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (COMAR-1). Une réunion décidée par les dirigeants de la région lors de la 20e session ordinaire de l'organisation commune en

janvier 2022.

Les travaux de la capitale congolaise ont été sanctionnés par l'adoption d'un protocole d'accord révisé. Il est relatif à la stratégie de sûreté et de sécurité des intérêts vitaux en mer et dans les eaux continentales des États membres dont la plupart font partir du Golfe de Guinée, en proie à la piraterie maritime. Tout comme, il a été question de la décision portant protocole relatif à la stratégie de développe-

ment de l'économie bleue qui est basée sur les ressources marines et aquatiques.

Une économie permettant également la valorisation des écosystèmes marins au service du développement du secteur privé. Toute chose qui ne saurait voir le jour sans la sécurisation des eaux continentales et surtout maritimes du fait de la piraterie qui y sévit. L'enjeu sécuritaire était donc d'une importance indéniable lors de ces pourparlers

de haut niveau.

En outre, ces réunions en terre kinoise ont donné l'occasion au président Ali Bongo Ondimba d'avoir des échanges bilatéraux avec certains de ses pairs. À l'instar de Félix Tshisekedi Tshilombo de la RDC, et Mahamat Idriss Deby du Tchad. Le développement des nouveaux axes de coopération et la tenue au Gabon, du 1er au 2 mars prochain du "One Forest Summit" ont été évoqués durant de ces tête-à-tête.